31 octobre 1854

Instruction générale sur les attributions des recteurs concernant l'enseignement primaire

[Hippolyte] Fortoul

Source : *B.A.I.P.* n° 58, p. 325-331. [Extraits].

[...]

Écoles normales primaires. - Les écoles normales primaires, destinées à former des instituteurs et des institutrices, doivent surtout fixer votre attention. Ces établissements ont été pendant quelques années l'objet de défiances que rien ne justifierait aujourd'hui. On a pu pendant un temps les rendre responsables des fautes de quelques jeunes gens, égarés bien plus par les coupables excitations qu'on leur a adressées que par l'éducation qu'ils avaient reçue ; mais, de toute part, on revient, à leur égard, à une appréciation plus juste. Tout le monde, d'ailleurs, s'accorde à reconnaître que le régime de ces maisons et la direction de leurs études ont été considérablement améliorés par le décret du 24 mars 1851.

Programme d'enseignement des écoles normales. - Vous devez, Monsieur le Recteur, faire scrupuleusement respecter partout l'esprit de ce décret. Veillez à ce que les écoles normales forment des instituteurs sages et modestes. Ayez soin que les maîtres chargés de préparer les jeunes gens aux pénibles fonctions de l'enseignement primaire ne dirigent leurs études que vers le but auquel elles doivent tendre. Il importe non seulement que ces jeunes gens possèdent exactement, mais encore qu'ils sachent parfaitement enseigner les matières comprises dans la partie obligatoire de l'enseignement primaire. Ne les excitez pas à sortir de ce cercle, qui est encore assez vaste, et faites en sorte que ceux qui franchiront cèdent à des dispositions véritables, et non à des prétentions peu justifiées. Faites-vous rendre compte fréquemment et rendez-vous compte par vous-même des principes que révèlent les travaux demandés aux élèves-maîtres. Le programme d'enseignement adopté le 31 juillet 1851 s'est proposé un double but : 1° s'assurer que rien d'essentiel ne sera omis dans la préparation des futurs instituteurs ; 2° s'opposer au développement exagéré que quelques professeurs pourraient être tentés de donner à des parties d'enseignement qui leur seraient plus familières. Mais rien n'est plus facile que d'abuser d'un programme ; il vous appartient d'empêcher résolument cet abus. Mes recommandations se réduisent à peu de mots : obtenir que les leçons de l'école normale soient distribuées de manière que, les divers objets d'enseignement ayant été étudiés dans les deux premières années, la troisième année soit employée moins à acquérir de nouvelles connaissances qu'à fortifier les connaissances acquises, et surtout à mettre en œuvre, par l'application et par les exercices de l'école annexe, les principes pédagogiques puisés dans les cours intérieurs. Il ne suffit pas que les élèves de l'école normale soient instruits ; il faut qu'ils soient en état de communiquer ce qu'ils savent ; et, à vrai dire, ce qui fait le véritable instituteur, ce n'est pas le *brevet*, que tout le monde peut conquérir, c'est l'art de diriger les esprits et la pratique de l'éducation. C'est là ce que doivent apprendre dans les écoles normales primaires les jeunes maîtres à qui vont être confiés les intérêts moraux et intellectuels de la génération qui s'élève.

Livres. - Je ferai, sur les livres employés dans ces établissements, deux observations spéciales. Le programme veut que l'on prenne, pour base de l'enseignement de la langue française, la grammaire de Lhomond. Dans quelques écoles normales primaires, où d'autres grammaires avaient été mises entre les mains des élèves, on a cru, par mesure d'économie, pouvoir ajourner l'exécution de cette prescription. Ne tolérez pas plus longtemps un ajournement fâcheux. Le programme place aussi au nombre des livres qui devront servir pour les exercices de lecture raisonnée l'*Histoire de l'Église*, par Lhomond. Cet excellent ouvrage a malheureusement été continué jusqu'à nos jours dans un esprit malveillant d'opposition aux souvenirs de l'Empire. Assurez-vous que les éditions mises entre les mains des jeunes gens ne contiennent pas cette addition, qui n'a jamais été l'objet d'une autorisation universitaire, et qui serait de nature à révolter le jugement des élèves plus encore qu'à égarer leur opinion.

Commissions de surveillance. - Lorsque vous présiderez les commissions de surveillance des écoles normales primaires, comme le décret du 22 août dernier vous en donne le droit, appelez leur sérieuse attention sur tous ces points ; faites-leur comprendre combien il importe que les élèves soient formés

en vue de la carrière qui les attend, et ne puissent concevoir sur leur avenir aucune illusion propre à fausser leur esprit et à causer peut-être de pénibles mécomptes à leurs familles. Donnez aux directeurs et maîtres adjoints des instructions particulières à ce sujet et veillez à ce qu'ils les suivent exactement.

Nomination des directeurs et maîtres adjoints. - Ce sera, au surplus, sur votre proposition que je nommerai les fonctionnaires des écoles normales, et vous aurez ainsi sur eux une action directe et salutaire. N'oubliez pas, d'ailleurs que les directeurs et les maîtres adjoints doivent se partager l'enseignement et la surveillance, et que les élèves des écoles normales doivent recevoir d'eux non seulement les leçons que, comme professeurs, ils sont obligés de donner à leurs élèves, mais encore ces avertissements et ces conseils affectueux dont la vie en commun doit amener l'occasion si fréquemment, et que les jeunes gens bien élevés sont toujours assurés de trouver dans une bonne et honorable famille.

Discipline. - La discipline des écoles normales primaires ne sera pas assombrie par un grand nombre de punitions. Les jeunes gens qui ne respecteraient la règle que par crainte apporteraient plus tard dans les fonctions de l'enseignement un esprit entièrement opposé à celui qui doit les animer. Dans les leçons pédagogiques qu'ils reçoivent, ils puisent des règles de conduite dont ils doivent se faire la première application à eux-mêmes ; il faut qu'ils apprennent à être leurs propres juges. Les élèves-maîtres qu'on serait obligé de rappeler fréquemment au bon ordre, qui montreraient quelque penchant à l'indiscipline ou un caractère habituellement frondeur, feraient un jour de mauvais instituteurs dans l'intérêt de la société, non moins que pour leur propre avantage, il y aurait lieu de les rendre à leurs familles et aux autres professions, qu'ils exerceraient plus utilement. C'est le préfet du département qui est chargé d'autoriser l'admission des élèves-maîtres dans les écoles normales primaires et qui a, par conséquent, le droit de prononcer, lorsqu'il y a lieu, leur renvoi. Mais comme rien de ce qui peut contribuer à l'avenir de l'instruction primaire ne doit vous être indifférent, j'ai dû appeler votre attention sur ces divers points, afin que vous puissiez les signaler aux inspecteurs d'académie, qui feront, le cas échéant, telles propositions que de droit à MM. les préfets et aux commissions de surveillance.

Engagements décennaux. - Quant aux engagements décennaux que les élèves des écoles normales ou les instituteurs communaux doivent contracter envers l'instruction publique, et en vertu desquels ils sont dispensés du service militaire, ils seront reçus par vous, en exécution de l'article 79 de la loi du 15 mars 1850, et d'après les règles prescrites par les instructions subséquentes. Cette attribution appartient naturellement au délégué spécial du ministre de l'Instruction publique ; elle ne pourrait d'ailleurs être exercée par MM. les préfets, qui, en leur qualité de présidents des conseils de révision, sont appelés à statuer sur la validité de ces actes.

Commissions d'examen et brevets de capacité. - Les commissions d'examen établies au chef-lieu de chaque département, et qui continueront d'être nommées par le conseil départemental, fonctionneront nécessairement sous votre autorité. C'est en grande partie de ces commissions que dépend le degré d'instruction des candidats. On conçoit, en effet, que si, au lieu de se conformer scrupuleusement aux programmes, ces commissions élevaient ou abaissaient le niveau des examens, elles s'exposeraient soit à forcer les candidats à se livrer à des études qui les détourneraient de leur but, soit à ouvrir la carrière à des maîtres insuffisants. Il importe donc que les commissions rendent un compte exact de la mission qui leur est confiée. Les procès-verbaux de leurs opérations vous seront régulièrement communiqués, et vous ne délivrerez les brevets de capacité aux candidats proposés qu'après avoir apprécié avec soin les conditions de leur examen. Le bon esprit des commissions m'assure que vous ne serez jamais obligé de refuser les brevets de capacité dont la délivrance vous aura été proposée : aussi, je ne fais mention de la faculté qui vous est réservée à cet égard que pour constater votre droit. L'inspecteur d'académie, qui assistera probablement presque toujours aux examens, pourra vous donner tous les moyens de contrôle nécessaires.

Il faut, je le répète, que les futurs instituteurs soient aptes à bien enseigner tout ce qui constitue l'instruction primaire proprement dite ; il est à désirer que les candidats sachent exprimer clairement leur pensée, et que les rédactions qui leur seront proposées soient choisies de telle sorte qu'elles puissent servir à juger tout à la fois de leur connaissance de la langue française, de la correction de leur style, de leur esprit et de leur disposition pédagogique ; mais il n'est pas nécessaire qu'ils se soient préparés à résoudre des questions scientifiques ou des difficultés grammaticales telles qu'il ne s'en présenterait presque jamais dans les classes qu'ils auraient à faire. Quant à ceux qui ont une ambition

plus élevée et qui demandent à être interrogés sur les parties facultatives de l'enseignement primaire, il convient de s'assurer, par un examen approfondi, qu'ils possèdent réellement les matières qu'ils se proposent d'enseigner. Cette sévérité est une garantie que l'on doit aux familles. En comparant, d'ailleurs, les rapports des diverses commissions de votre académie, vous parviendrez facilement à maintenir le niveau des examens et à conserver ainsi à l'instruction primaire le caractère tout spécial qu'elle doit avoir. Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que cette instruction n'est pas un commencement d'études, mais qu'elle constitue dans sa simplicité un enseignement complet approprié à l'avenir des enfants qui le reçoivent. Les élèves qui se destinent à l'instruction secondaire suivent rarement les classes des écoles primaires ; à peine en trouve-t-on quelques-uns dans les villes, mais il ne s'en rencontre presque aucun dans les écoles des villages. Faites donc que l'enseignement primaire profite à ceux qui doivent en tirer parti un jour, et surtout qu'il prépare des hommes honnêtes et des citoyens utiles. Vous me rendrez compte à la fin de l'année, dans un rapport général, de la manière dont les commissions auront opéré et des observations que vous aurez été dans le cas d'adresser à quelques-unes d'entre elles.

[...]